



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 21 au 27 avril 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Veille sanitaire.....	2
- L'institut pasteur de Madagascar reçoit un appui de l'AFD	
- Pandémie de Covid-19 : La France renforce son appui aux pays de l'OI	
1.2 Coopération.....	5
- Putting the SAGAR vision to the test	
- Growing Saliency of the Indian Ocean Commission: What has Changed for India as an Observer?	

2. Centres d'Intérêts

2.1 Biodiversité.....	11
- Récifs coralliens : comment concilier pêche et protection de la biodiversité	
2.2 Tourisme.....	12
- Tourisme ; la prochaine haute saison compromise	
2.3 Santé	14
- Le paludisme continue de faire des ravages	
2.4 Sécurité maritime.....	15
- Seychelles Maritime Safety Authority gets new board	



L'Institut Pasteur de Madagascar reçoit un appui de l'AFD

L'Agence Française de Développement (AFD) va financer un projet portant sur l'appui aux Instituts Pasteur en Afrique pour le dépistage rapide du Covid-19. Cinq pays sont concernés. Il s'agit de Madagascar, le Niger, le Sénégal, la Guinée et la République Centrafricaine. Avec 2 millions d'euros de subvention au total, le projet devrait permettre à ces cinq instituts d'assurer entre 500 à 1000 tests par jour pendant six mois.

L'objectif de ce projet est d'apporter un soutien d'urgence aux cinq instituts du Réseau international des Instituts Pasteur d'Afrique de l'Ouest, afin de leur permettre d'assurer la bonne réalisation de leurs mandats nationaux et régionaux de laboratoires de référence Covid-19 et d'aider les pays dans leur lutte contre l'épidémie.

Quatre volets constituent le projet. D'abord, le renforcement et le maintien des capacités des laboratoires de première ligne des instituts. Ensuite, le soutien des instituts bénéficiaires dans l'approvisionnement nécessaire en réactifs et consommables pour réaliser massivement les tests de biologie moléculaire du diagnostic du Covid-19. Puis, le renforcement des ressources humaines dans les laboratoires de première ligne en surchauffe pour une réponse optimale à la pandémie Covid-19. Et enfin, la protection du personnel scientifique travaillant dans les laboratoires de

Réseau de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes

Un autre projet portant sur le financement du Réseau de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes dans l'océan Indien sera subventionné par l'AFD. Les États membres de la COI, à savoir Madagascar, Maurice, Union des Comores, et Seychelles, sont concernés.

Le projet contribuera à améliorer la protection des populations des États membres de la Commission de l'océan Indien par le renforcement de la sécurité sanitaire régionale. Les objectifs du projet sont de renforcer et pérenniser le dispositif de mise en œuvre du réseau SEGA One Health ainsi que de consolider et développer les activités de ce réseau.

Dans le cadre de ce projet précis, le renforcement des partenariats en particulier avec la Plate-forme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) et l'Institut Pasteur de Madagascar sera, notamment, au programme.

Au total, l'AFD va financer six nouveaux projets pour soutenir 16 pays africains dans leur lutte contre la pandémie de Covid 19, dans le cadre de l'initiative « Covid-19 – Santé en commun » lancée le 9 avril dernier.

Pandémie de Covid-19 : La France renforce son appui aux pays de l'OI



La France finance les actions d'urgence en réponse à l'épidémie de COVID-19 à hauteur de 4 millions d'euros (Rs 172 M). Conformément aux engagements pris par le président Emmanuel Macron, la France se mobilise pour répondre à l'urgence sanitaire mondiale et confirme, à travers l'Agence Française de Développement (AFD) et son initiative « COVID-19 – Santé en commun » lancée le 9 avril, son engagement auprès des Etats membres de la Commission de l'océan Indien (COI).

Un nouveau don de deux millions d'euros vient ainsi d'être accordé à la COI par la France via l'AFD en faveur du Réseau de Surveillance et d'Investigation des Epidémies (dit RSIE-SEGA One Health), qui réunit environ 250 personnes et institutions de la région. Ces dernières années, le RSIE a démontré son efficacité pour le suivi et la gestion de l'épidémie de peste à Madagascar en 2018, la surveillance continue de l'épidémie de dengue dans la région, l'élimination de la fièvre aphteuse à Maurice en 2018 et aux Comores, fin 2019, d'une zoonose de fièvre de la vallée de Rif chez les animaux, avec des conséquences sur la santé humaine. Avec ce complément de financement, c'est un programme de quatre millions d'euros que la COI peut mettre en place pour mener les actions d'urgence en réponse à l'épidémie de COVID-19 notamment le renforcement des capacités de suivi, de diagnostic, de prise en charge des malades et de protection au sein des États membres. La Réunion et Mayotte bénéficieront d'une meilleure information contribuant aux efforts de contrôle de l'épidémie dans ces îles. Les partenariats avec la Plateforme d'Intervention Régionale pour l'Océan Indien (PIROI) et l'Institut Pasteur de Madagascar seront également renforcés.

Partenaire historique du projet RSIE/Sega One Health depuis 2008, la France se réjouit d'avoir contribué à la création par la COI d'une capacité opérationnelle de détection et de lutte coordonnée contre les épidémies et zoonoses. Le réseau RSIE joue aujourd'hui un rôle déterminant pour l'action concertée contre la propagation du COVID-19 dans la région, en complémentarité avec les plans d'actions nationaux.

Putting the SAGAR vision to the test



As observer, India could learn from as well as support the Indian Ocean Commission.

In March 2015, Prime Minister Narendra Modi visited three small but significant Indian Ocean island states — Seychelles, Mauritius, and Sri Lanka. During this tour, he unveiled India's strategic vision for the Indian Ocean: **Security and Growth for All in the Region** (SAGAR). SAGAR seeks to differentiate India's leadership from the modus operandi of other regionally active major powers and to reassure littoral states as India's maritime influence grows. As External Affairs Minister S. Jaishankar signalled at the fourth Indian Ocean Conference in September last year, India's SAGAR vision is intended to be "consultative, democratic and equitable". India's recent admission as observer to the **Indian Ocean Commission** (IOC) will put this vision to the test.

IOC, a trusted regional actor

Following a request from New Delhi, the IOC granted observer status to India on March 6 at the Commission's 34th Council of Ministers. Founded in 1982, the IOC is an intergovernmental organisation comprising five small-island states in the Western Indian Ocean: the Comoros, Madagascar, Mauritius, Réunion (a French department), and Seychelles. Though Réunion brings a major power, France, into this small-state equation, decisions in the IOC are consensus-based, and while France's foreign policy interests are represented, the specifics of Réunion's regional decision-making emerge from its local governance structures. Over the years, the IOC has emerged as an active and trusted regional actor, working in and for the Western Indian Ocean and implementing a range of projects.

More recently, the IOC has demonstrated leadership in the maritime security domain. Since maritime security is a prominent feature of India's relations with Indian Ocean littoral states, India's interest in the IOC should be understood in this context. However, India has preferred to engage bilaterally with smaller states in the region. What India will not find in the IOC is a cluster of small states seeking a 'big brother' partnership. The IOC has its own regional agenda, and has made impressive headway in the design and

implementation of a regional maritime security architecture in the Western Indian Ocean.

In 2012, the IOC was one of the four regional organisations to launch the MASE Programme — the European Union-funded programme to promote Maritime Security in Eastern and Southern Africa and Indian Ocean. Under MASE, the IOC has established a mechanism for surveillance and control of the Western Indian Ocean with two regional centres. The Regional Maritime Information Fusion Center (RMIFC), based in Madagascar, is designed to deepen maritime domain awareness by monitoring maritime activities and promoting information sharing and exchange. The Regional Coordination Operations Centre (RCOC), based in Seychelles, will eventually facilitate joint or jointly coordinated interventions at sea based on information gathered through the RMIFC. These centres are a response to the limitations that the states in the region face in policing and patrolling their often enormous Exclusive Economic Zones (EEZs). They deliver an urgently needed deterrent against unabating maritime crime at sea, only partly addressed by the high-level counter-piracy presence of naval forces from the EU, the Combined Maritime Forces, and Independent Forces. Seven states in the region have signed agreements to participate in this multilateral maritime security architecture, and once ratified, will provide its legal foundation. Many major powers have expressed interest in accessing the RMIFC.

The IOC has also wielded a disproportionate degree of convening power. In 2018 and 2019, it served as Chair of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS). Leveraging the CGPCS Chair, the IOC held ministerial meetings in 2018 and 2019 on maritime security in the Western Indian Ocean, drawing state representations from the region plus major powers such as India, the EU, the U.S., the U.K., Australia, and Russia. These meetings, resulting in formal declarations, facilitated convergence around common, sub-region-specific definitions of maritime security threats and the legal way of dealing with them.

The IOC's achievements offer an opportunity for India to learn, and also to support. The IOC style of 'bottom-up regionalism' has produced a sub-regional view and definition of maritime security problems and local ownership of pathways towards workable solutions. A 2019 policy brief published by the IOC (with inputs from this author), 'Strengthening Maritime Security in the Western Indian Ocean', sets out how the counter-piracy response off the coast of Somalia delivered unprecedented regional and international cooperation in the domain of maritime security. However, it resulted in multiple players, the duplication of actions, and regional dependence on international navies. The IOC has been seeking more sustainable ways of addressing maritime security threats in the region, with the RMIFC and RCOC as part of this response. Its regional maritime security architecture is viewed locally as the most effective and sustainable framework to improve maritime control and surveillance and allow littoral States to shape their own destiny. Moreover, with proper regional coordination, local successes at curbing maritime threats will have broader security dividends for the Indian Ocean space.

How can India contribute?

The IOC's maritime security activities have a strong foundation, but they require support and buy-in from additional regional actors. India has already signalled a strong interest in the work of the IOC through its request to be admitted as an observer. The view from Ebène, where the IOC is headquartered, and from where its maritime security strategy is directed, is that major powers are warmly invited to support its initiatives. Nearly all littoral states in the Western Indian Ocean need assistance in developing their maritime domain awareness and in building capacity to patrol their EEZs. All would benefit from national information fusion centres that can link to those of the wider region. With its observer status, India will be called upon to extend its expertise to the region, put its satellite imagery to the service of the RMIFC, and establish links with its own Information Fusion Centre.

If India seeks to calibrate its Indian Ocean strategy away from outdated, neoimperialist conceptions of great power and spheres of influence that are costly to regional followership, one route will be to learn from and support sub-regional efforts such as those of the IOC. As a major stakeholder in the Indian Ocean with maritime security high on the agenda, India will continue to pursue its interests and tackle maritime security challenges at the macro level in the region. However, as an observer of the IOC, a specific, parallel opportunity to embrace bottom-up regionalism presents itself. There are those in the Western Indian Ocean who are closely watching how India's "consultative, democratic and equitable" leadership will take shape.

Pour en savoir plus :

<https://www.civildaily.com/news/significance-of-indian-ocean-commission-for-india/>

Growing Salience of the Indian Ocean Commission: What has Changed for India as an Observer?



INDIAN OCEAN
COMMISSION

Somen Banerjee

Introduction

The Indian Ocean Commission (IOC) is a regional forum in the Southwest Indian Ocean, comprising five nations – Comoros, France (Reunion), Madagascar, Mauritius, and Seychelles. It is the only African organisation that comprises island States. China and the European Union (EU) have been Observers in the IOC since 2016 and 2017, respectively. India acceded to the forum as an Observer in March 2020, along with Japan and the United Nations (UN).

Prior to the opening of the Suez Canal in 1869, this region was a transshipment hub for the mercantile trade between Asia and Europe. However, soon thereafter, it was transformed into a veritable backwater that was considered geopolitically insignificant, if not irrelevant. Even the Cold War could not restore its global profile. Lately though, Russia, China, India, Japan and the EU, have started to engage the region on an unprecedented scale. This has undoubtedly raised its strategic significance and has propped-up some States as arbitrators of the balance of power. This article examines some of factors that have spurred the IOC's global profile. It analyses the disjuncture between the security issues that actually confront the States vis-à-vis their current priorities. Lastly, it explores India's options after acceding to 'Observer' status. To delve into these issues, this article has been arranged into three sections – rising profile of the IOC; security challenges vis-à-vis priorities; and, implications for India as an 'Observer'.

Rising profile of the IOC

Michael N Pearson had observed in his seminal book, *The Indian Ocean*, that the Indian Ocean is the oldest ocean traversed by humans for over 5,000 years. It is also the only ocean that has been dominated by the people of its own coast, albeit with a minor aberration of about 150 years that constituted the colonial period. The Indian Ocean has long been central to global history

and is rising into geopolitical prominence once again. This long history of interaction has created a sense of unity amongst its people.[1] Sugata Bose has supported this line of analysis in his classic book *A Hundred Horizons* and has argued that overemphasis on trade tends to obscure the flow of culture and ideas across the Indian Ocean. Hence, there exists unity in the Indian Ocean, amidst diversity. This unity is found primarily in three layers: racial, influenced by migration; cultural, emanating out of India; and religious, mainly shaped by the spread of Islam.[2] However, Darshana Baruah makes a strong case, while disagreeing with both these eminent scholars. She argues that island nations of the Indian Ocean are choosing to identify themselves as maritime nations, so as to break out of their traditional sub-regional identity. They are ostensibly aware of the risks involved in Great Power politics, but are also allured by the opportunities offered by their adoption of an ocean identity. It links their geography with security, economic growth and a role in the world. Thus, historical ties and the weight of Diaspora will no longer offer the leverage that it traditionally did. She further urges that engagement with these nations will now have to focus on their interests, and partnerships will have to be equitable.[3] These two lines of strong but opposing argument tend to confuse, if not confound, policy-formulation. Hence, an empirical study of the IOC becomes essential to discern the emerging pattern of its ocean identity, particularly since the last Strategic Development Plan (SDP) was adopted.

During the 33rd meeting of the Council of Ministers, held in Mauritius in September of 2018, the IOC provided a fresh impetus to its regional profile with the release of its 2nd Strategic Development Plan (SDP) 2018-2021.[4] This plan stands on four strategic axes — Axis I) peace and stability; (Axis II) economic integration; (Axis III) preservation and attractiveness of the environment; and (Axis IV) human development and shared priorities. The SDP has been further grouped into five '*Domaines d'intervention*' (DIs), comprising 17 'fields-of-action'. Each DI is steered by a member State. DI-2 is dedicated to the development of the maritime sector, which includes maritime security, safety, trade, connectivity, infrastructure, and the promotion of each island's interests. This notwithstanding, maritime elements can be found in other DIs as well. For example, DI-1 deals with illegal migration and tourism; DI-3 delves into democracy, political stability, terrorism, law and transnational crime; DI-4 covers climate diplomacy, sustainable management of maritime resources, natural disasters, satellite and weather development; and, DI-5 includes fishing, aquaculture and research. So, it can be seen that some 14 of the 17 fields of action encompass maritime elements.[5]

Subsequent to the release of the SDP in 2018, the IOC adopted the BalACLava Declaration on Maritime Security in the Western Indian Ocean, in June 2019, which has explicitly made maritime security a prerequisite for the region's long-term development. The scope of this maritime security includes, *inter alia*, contraventions of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS); the illicit trafficking of drugs; transnational organised crime; contraventions of the Suppression of Unlawful Activities (SUA) Act and its

conventions; the prevention of pollution from ships; safety of life at sea; the protection, management and development of the marine and coastal environment; preparedness against oil-pollution and response thereto; countering piracy; and, charcoal trafficking. The declaration has openly invited the technical- and financial assistance of external players to support the maritime security architecture of the Western Indian Ocean.[6] IOC States are obviously cognisant of the ongoing competition between major players for a strategic foothold in the Indian Ocean. Kessia Efromova explains why small States adopt such ambitious security policies. She observes that small States are not pawns anymore. Rather, they choose to be the pivots of great power competition. They adapt to the emerging situation, and prefer to juggle their strategies between 'balancing', 'bandwagoning', and 'hedging', for ensuring their survival[7]. From its expansive maritime security agenda, it can be seen that the IOC has, indeed, upped the ante, and is seeking to carve a niche in the ongoing geopolitics of the Indian Ocean. Its enhanced salience is vindicated by the composition of its Observers.

Security Challenges vis-à-vis Priorities

The IOC is home to over 30 million people, of whom about 20 million live below the extreme poverty line, mostly in Madagascar and Comoros. Two-thirds of this population live in abject poverty, with sparse electricity and in poor health.[8] Under such conditions, the IOC's aspirations of becoming a geopolitical fulcrum in the Indian Ocean, appears to be somewhat unrealistic. Against this backdrop, there seems to be a disjuncture between the security issues that actually confront these states vis-à-vis their current priorities.

Pour lire tout l'article cliquez ci-dessous :

<https://maritimeindia.org/growing-salience-of-the-indian-ocean-commissionwhat-has-changed-for-india-as-an-observer/>

Récifs coralliens : comment concilier pêche et protection de la biodiversité



Source de revenus et de nourriture, barrière physique naturelle contre les tempêtes, réservoir de biodiversité, puits de carbone,... Lorsqu'ils sont en bonne santé, les récifs coralliens fournissent de nombreux services et contribuent au développement économique local. Mais ces écosystèmes sont menacés par le réchauffement climatique et les activités humaines. (Photo IRD/Jean-Michel Boré)

Une des solutions pour limiter la dégradation des récifs est la mise en place d'aires marines protégées (AMP) ; ainsi plus de 2 000 aires marines protégées (AMP) ont été mises en place depuis les années 1980. Ces aires regroupent plusieurs niveaux de protection, soit aucun prélèvement n'est autorisé (AMP intégrales), soit les activités de pêche sont restreintes (AMP partielles). Actuellement les AMP couvrent 6 % des récifs coralliens mondiaux alors pour atteindre l'objectif de développement durable de 30 % de protection des habitats, leur surface devrait être quintuplée d'ici 2030. Ainsi les gestionnaires s'interrogent sur où placer ces AMP pour optimiser leur efficacité.

C'est à cette question qu'un groupe de chercheurs, impliquant 25 institutions, dont l'IRD, le CNRS et l'Université de Montpellier... et 41 pays, a tenté de répondre dans une publication dans la prestigieuse revue [Science](#)

- Une dizaine d'années d'étude -

Milieus complexes, les récifs coralliens sont des écosystèmes d'une extrême fragilité et l'augmentation de leurs dégradations est particulièrement inquiétante. Aux actions humaines directes –surpêche, pollutions diverses, tourisme- s'ajoutent les effets du changement climatique. Aujourd'hui peu de récifs coralliens arrivent à concilier protection de la biodiversité et activités humaines. Durant une dizaine d'années, un groupe international de chercheurs (français, australien, américain et anglais) a réalisé une étude sur les poissons à partir de données récoltées sur 1800 récifs coralliens à travers le monde.

"Les suivis se font selon des méthodes standardisées le long d'un ruban gradué de 50 m de long dans un couloir de 5 m de large, tous les individus observés dans ce couloir sont comptabilisés et leur taille est estimée. Il en ressort des indices comme la biomasse qui est un indicateur de la pression de pêche" nous explique Pascale Chabanet, Directrice de recherche et représentante de l'IRD à La Réunion.

Les objectifs : étudier la capacité des récifs à maintenir une biomasse importante d'espèces commerciales pour la pêche, conserver la pression d'herbivorie par les poissons perroquets, qui limite la croissance des algues et permet le développement du corail, et garantir la diversité fonctionnelle, assurant la résistance et la résilience du fonctionnement des écosystèmes coralliens. "Gérer avec un seul objectif est courant, par exemple protéger les stocks de poissons" note la scientifique. C'est la prise en compte de "ces trois axes à la fois qui a constitué l'originalité de cette étude" continue t-elle

- Fournir suffisamment de stocks pour la pêche, tout en maintenant la biodiversité -

En étudiant les communautés de poissons sur 1.800 récifs coralliens à travers le monde, les chercheurs ont montré que seul 5% des récifs pouvaient assurer simultanément les trois objectifs combinés à un bon niveau. Un bon niveau est qualifié lorsque le récif atteint 75% des conditions de références dans trois domaines : biomasse, herbivorie et diversité fonctionnelle. Plus précisément le but est de fournir suffisamment de stocks pour la pêche, tout en maintenant la biodiversité et la fonctionnalité de l'écosystème.

"Seuls 5% de récifs ont pu atteindre simultanément ces 3 objectifs, à un bon niveau, et ils se situent tous dans des endroits éloignés de la pression humaine" informe la chercheuse. "Cela souligne la difficulté de concilier à la fois protection et exploitation des récifs et l'intérêt de sanctuariser des récifs isolés comme ceux des Iles Éparses dans l'océan Indien" poursuit-elle.

L'étude a également montré que lorsque les récifs sont déjà surexploités, très peu pourraient atteindre le seuil de 75% de l'état de référence même s'ils étaient en protection intégrale. Par contre une mise en protection partielle pourrait améliorer fortement le niveau de ces 3 objectifs. "Pour les pays du Sud, une mise en protection partielle reste très intéressante pour la pêche, indispensable dans ces pays où les populations dépendent des récifs coralliens pour leur survie" indique Pascale Chabanet.

Tourisme: la prochaine haute saison compromise

Par Les Nouvelles sur 25/04/2020



Le tourisme est l'un des secteurs les plus touchés par la pandémie de Covid-19. « Les pertes se chiffrent à des milliards d'ariary actuellement. La prochaine haute saison est déjà compromise », a fait savoir le ministre des Transports, du tourisme et de la météorologie, Joel Randriamandranto, hier au CCO Ivato

La bonne performance du secteur du tourisme, enregistrée en 2019, ne sera pas au rendez-vous cette année. « Toutes les activités sont à l'arrêt, qu'elles soient liées directement au tourisme ou connexes. Cela en raison de la fermeture des frontières depuis maintenant un mois », a annoncé le ministre du Tourisme, Joel Randriamandranto. « La haute saison est déjà compromise. Il faut penser à une importante offensive l'an prochain, ou, au plus tôt, pour la période de festivités de fin d'année », a-t-il poursuivi.

Depuis l'apparition du coronavirus, l'hostilité des personnes à se déplacer est ressentie partout dans le monde. Le secteur aérien est le premier affecté, eu égard aux nombreuses compagnies aériennes en faillite actuellement. Dans la même foulée, l'Association des agences de voyages à Madagascar (AAVM) a déjà fait savoir qu'une grande partie des réservations pour un séjour à Madagascar sont annulées ou reportées. Et encore, le report de séjour fait par les touristes est encore susceptible d'être annulé.

Une possible reprise en mi-mai

Joel Randriamandranto a toutefois annoncé une possible reprise à partir de mi-mai si l'évolution de la situation à Madagascar le permet. « On prévoit de relancer le tourisme national pour donner un souffle aux professionnels dans ce secteur vers mi-mai. Nous travaillons actuellement avec les opérateurs privés pour étudier la faisabilité de ce projet », a-t-il expliqué.

A propos de la fermeture des bureaux de la compagnie Air Madagascar à Paris et à Saint-Denis, le ministre a indiqué que cela s'explique par « les mesures de confinement dans ces localités. Les dossiers des clients sont traités via le site web de la compagnie nationale ou par téléphone ».

Riana R.

Créer sa compagnie à M

Aide à l'implantation

Conseils liés à l'implantation : fiscalité, comptabilité, juridique, etc.
[creer-sa-compagnie-ile-maurice.fr](#)

OUVRI

Créer sa compagnie à M

Aide à l'implantation

Conseils liés à l'implantation : fiscalité, comptabilité, juridique, etc.
[creer-sa-compagnie-ile-maurice.fr](#)

OUVRI

Le paludisme continue de faire des ravages

Fano Rasolo

Lourd bilan. Le paludisme fait encore des ravages à Madagascar. Au premier trimestre de 2020, le paludisme a tué quatre cent quatre vingt-sept (487) personnes parmi quatre cent soixante-trois mille six cent quatre vingt-neuf (463 689) malades enregistrés dans le pays, d'après le docteur Manitra Rakotoarivony, directeur de la Promotion de la Santé auprès du ministère de la Santé publique, samedi dernier, lors de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le paludisme. « *Les intempéries successives de cette année ont constitué entre autres, un facteur de propagation de la maladie* », a-t-il précisé.

Une réunion s'est ainsi tenue samedi dernier, au palais de Mahazoarivo, dans le but de renforcer la lutte contre le paludisme dans toute la Grande Ile.

« 70% des cas enregistrés se trouvent dans les régions Atsimo Atsinanana, Atsinanana, Vatovavy Fito Vinany, Ihorombe, Anosy, Atsimo Andrefana, et Sofia », selon le docteur Manitra Rakoroarivony.

Ainsi, le ministre de la Santé publique Ahmad Ahmad a fait savoir que « depuis 2005, le Gouvernement malgache s'est appliqué à lutter contre le paludisme, mais en cette année 2020, nous avons encore enregistré des centaines de décès de cette maladie ».

En 2019, cette épidémie a affecté un million seize mille trois cent vingt-sept (1 016 327) personnes, à Madagascar, dont six cent cinquante-sept (657) ont péri. « *Plusieurs districts ont été touchés en 2019, et cela n'a cessé de croître jusqu'à maintenant* », a-t-il indiqué.

Insuffisance de la lutte anti-vectorielle

A partir de ce jour, une investigation sera effectuée dans les districts de Befotaka, Marolambo, Betroka, Bekily, Vondrozo, Iakora, Vohibe, Ikalamavony, Manja, et Vondrozo, selon le directeur de la promotion de la Santé.

Par contre, un autre responsable auprès du ministère a indiqué qu'un des facteurs favorisant la propagation du paludisme dans le pays consiste au fait que le gouvernement n'a pas réservé de fonds national pour lutter contre la maladie.

« *La lutte contre le paludisme attend toujours les financements étrangers, or, les dons reçus ne permettent que de réaliser les campagnes de traitement, par des dons de tests de diagnostic rapide (TDR) et de médicaments, et les campagnes de sensibilisation de la population à aller se faire soigner dans les centres de santé, et à respecter les mesures de prévention de la maladie en assainissant leurs habitats pour chasser les moustiques, vecteurs de la maladie* », selon cette source.

Elle a ainsi précisé « *la rareté du financement de la lutte anti-vectorielle qui consiste à éliminer les moustiques à travers les campagnes de pulvérisation d'insecticides. Or, la lutte anti-vectorielle, la sensibilisation de la population, et aussi le traitement, sont trois facteurs interdépendants et déterminants pour éradiquer le paludisme* ».

Seychelles Maritime Safety Authority gets new board



Veronique Laporte (Photo source: State House)

- Veronique Laporte appointed chairperson

President Danny Faure has announced the appointment of the board of the Seychelles Maritime Safety Authority.

The chairperson of the board is Veronique Laporte and the vice-chairperson is Lt Col Jean Atala.

The other board members are: Capt. Daniel Hoareau, Capt. Christopher Renaud, Capt. Peshala Medagama, Aishah Molle and Jude Talma.

The board members have been appointed for a three-year period.

The appointments follow the enactment of the new Seychelles Maritime Safety Authority Act that came into force on April 1, 2020.

In accordance with Section 11 of the Act, the Appeals Board of the Seychelles Maritime Safety Authority has also been appointed.

Anne Lafortune will be the chairperson and the two other members are Jean-Paul Marie and Emily Gonthier.

The functions of the Seychelles Maritime Safety Authority are to administer, regulate, coordinate and oversee all maritime affairs.

